Date: 01/12/2007 OJD: 360610 Page: 19 Edition:(FRA) Suppl.:

Rubrique:

## Le Monde



## Sida, l'Etat dérape et fait silence

Les franchises médicales et la réduction des aides à la prévention sont les signes d'un désengagment

n semestre a passé depuis l'entrée en fonction de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, après qu'il a porté un programme d'une grande ambition politique, où « tout devenait possible ». Cette ambition devait aussi renforcer la lutte contre le sida. Aujourd'hui, dans le monde, 40 millions de personnes vivent avec le VIH. En France, avec 6 300 nouvelles contaminations par an, nous dépassons certainement les 150 000 personnes infectées. A l'approche de la Journée mondiale de lutte contre le sida, notre inquiétude est donc très grande. Au cours du premier semestre de ce mandat, le gouvernement, sous l'impulsion du président de la République, a entrepris de créer un système de franchises médicales qui alourdit considérablement les coûts des soins pour les malades, alors que plus d'un quart des séropositifs vivent avec une « allocation d'adulte handicapé » de 627 euros par mois, en dessous du seuil de pauvreté. Pour ces malades, ces mesures sont intolérables. Elles s'ajoutent aux discriminations qu'ils endurent dans le monde du travail, dans leur famille, et même à l'hôpital. Aucune logique sanitaire ni économique ne justifie la taxation des malades. Nous le pensons, ces franchises doivent être supprimées.

Au cours du même semestre, l'accès aux soins des malades étrangers sans papiers s'est fortement détérioré. Aujourd'hui, la France expulse des malades qui ne pourront pas se soigner dans leur pays d'origine, et les condamne donc à une mort certaine. Cette politique s'accompagne d'un climat de suspicion et de répression toujours plus pesant pour les plus fragiles d'entre

## Pierre Bergé

Président de Sidaction

nous, les personnes prostituées, les transgenres, les usagers de drogues, les chômeurs, les détenus, toutes celles et tous ceux qui se retrouvent en première ligne face au sida. Ces populations sont maintenant plus vulnérables face à la maladie, alors même que les campagnes de prévention sont insuffisantes. Il n'est possible de soigner et de prévenir, d'accompagner et de soutenir, que dans un climat apaisé. Ce climat, le président de la République doit comprendre que c'est ensemble qu'il sera possible de l'instaurer.

Enfin, après un semestre, le gouvernement ne s'est pas engagé dans un soutien plus fort à la recherche scientifique et médicale. Alors que Nicolas Sarkozy déplorait pendant la campagne électorale la fuite des « cerveaux » français, rien n'a été fait pour améliorer les conditions de travail des chercheurs qui bénéficient pourtant rarement d'emplois stables et de revenus décents. Depuis des mois, Sidaction et les chercheurs qui sont à nos côtés, nous nous battons pour améliorer le financement de la recherche et son organisation. Mais nous ne connaissons pas les intentions du ministère de la recherche sur le soutien aux jeunes chercheurs, et les rumeurs vont bon train sur l'avenir instable de nos plus grands organismes de recherche. Nous ne pouvons que constater, aujourd'hui comme hier, le silence mutique des autorités concernées face à nos demandes.

Hélas, la liste pourrait encore être longue. Que dire de la réduction de la contribution de la France au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria et à Esther, deux organisations fortement engagées dans le soutien aux pays en développement? Que dire des coupes dans le financement des programmes de réduction des risques pour les toxicomanes, alors qu'ils ont fait la preuve de leur efficacité dans la prévention du sida et des hépatites? Que dire de la timidité des initiatives publiques pour le préservatif à 20 centimes, pourtant préconisées par l'Union européenne, et de l'absence de distributeurs de préservatifs dans la majorité de nos lycées publics? Il est temps que notre pays soit plus juste, plus innovant et plus généreux.

Beaucoup de nous pensent, quels que

soient leurs revenus et leurs opinions politiques, que le modèle social français ne doit pas être sacrifié sur l'autel du bouclier fiscal. Payer moins d'impôts, cela ne nous convient pas si cela signifie moins de soins, moins de solidarité, moins de générosité envers ceux qui souffrent.

Engagé depuis vingt-cinq ans dans la lutte contre le sida, fondateur de Sidaction, je ne peux pas croire que ces enjeux paraissent accessoires aux plus hautes autorités de l'Etat, et qu'elles ne veuillent pas participer à ce combat pour l'humanité, avec les malades, les militants associatifs, les chercheurs, et les centaines de milliers de donateurs et de bénévoles qui nous font confiance, j'engage le président de la République à repenser la politique de lutte contre le sida menée par le gouvernement, pour que le malade soit, enfin, au centre de toutes les actions entreprises. C'est à cette condition que s'amélioreront les conditions d'accès aux soins et aux traitements, notamment des plus fragiles. La prévention de la transmission du VIH doit redevenir une priorité de santé publique. Le financement public de la recherche et la contribution internationale de la France dans la lutte contre le sida doivent progresser. C'est la vie de millions de malades qui est en jeu.

Quels que soient nos efforts, nous ne vaincrons pas le sida avant la fin du mandat présidentiel, tant la tâche est ample et complexe. Nous savons bien, en revanche, qu'un nouvel élan est nécessaire pour que la lutte contre le sida ne soit pas considérablement affaiblie, et que nous ne soyons pas responsables de conséquences terribles pour toutes celles et ceux que le sida affecte aujourd'hui. Le gouvernement ne peut pas tout faire, mais rien ne pourra se faire sans le gouvernement. J'appelle aujourd'hui le président de la République à entendre notre cri d'alerte, pour que, tout simplement, la France soit à la hauteur de ses ambitions, au service des malades et de la prévention.